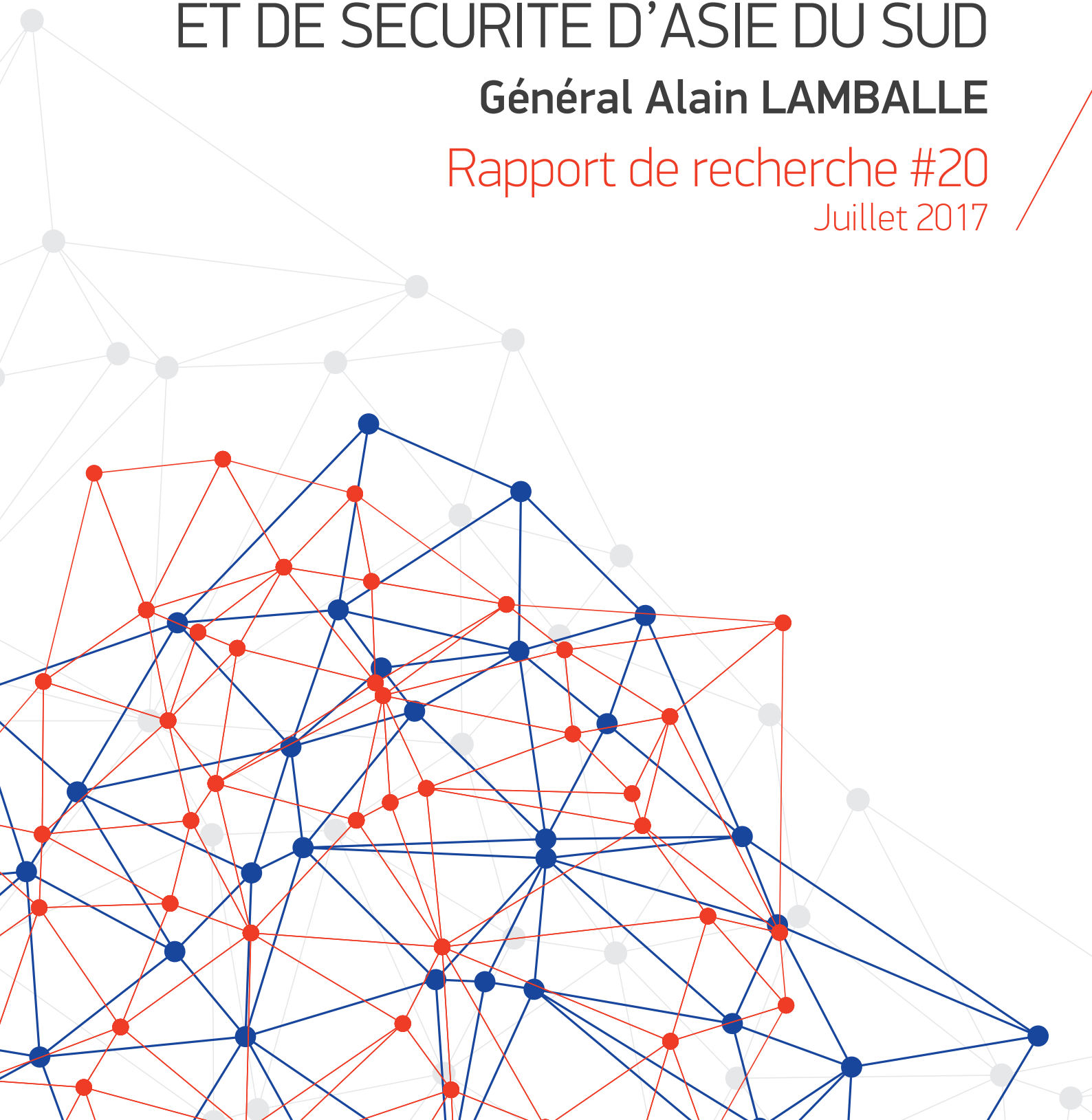


LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ET DE SÉCURITÉ D'ASIE DU SUD

Général Alain LAMBALLE

Rapport de recherche #20

Juillet 2017



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

Le général de brigade (cadre de réserve) **Alain Lamballe**, spécialiste reconnu de l'Asie du Sud, a effectué l'essentiel de sa carrière militaire dans le renseignement et les relations internationales.

Le général Lamballe est issu de l'académie militaire de St-Cyr et titulaire d'un doctorat de 3^e cycle en sociologie politique (École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris).

Il est diplômé de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO) en hindi, ourdou et hongrois, du Centre des Hautes Études sur l'Afrique et l'Asie Modernes (CHEAM), de l'université de Delhi (en hindi).

Il possède également des diplômes militaires de langues étrangères (anglais, italien, allemand, hindi).

Au cours de sa carrière, le général Lamballe a exercé de nombreuses responsabilités opérationnelles.

Il a débuté sa carrière comme chef de section d'infanterie, puis chef de commando de chasse en Algérie. Il a commandé une compagnie de combat du 19^e Groupe de Chasseurs Mécanisés (Villingen, Allemagne) et a été commandant en second du 46^e Régiment d'Infanterie (Berlin, Allemagne).

En matière de renseignement et de relations internationales, le parcours du général Lamballe, riche et diversifié, l'a conduit à occuper six postes diplomatiques, en Europe occidentale, centrale et balkanique et en Asie du Sud et à effectuer de multiples missions temporaires dans divers pays et auprès de diverses organisations internationales. Le général Lamballe a été deux fois attaché de défense (Hongrie et Pakistan, avec accréditation simultanée à Sri Lanka et aux Maldives), deux fois attaché militaire adjoint (Inde et Royaume-Uni) et une fois conseiller militaire (au sein de la délégation française négociant les accords sur la maîtrise des armements conventionnels à Vienne, en Autriche).

À titre civil, il a ensuite été directeur d'un département chargé des affaires politico-militaires au sein de la mission en Bosnie-Herzégovine de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe. En plus de ses affectations à l'étranger, le général Lamballe a servi au Secrétariat Général de la Défense Nationale, à deux reprises, la première fois comme officier de zone Asie du Sud-Est, puis Asie du Sud, et la seconde fois comme chef du secteur Europe. À Paris, il a également servi dans des organismes de renseignement.

Enfin, le général Lamballe est un chercheur connu dans le monde universitaire. Il est l'auteur de trois ouvrages, *Le problème tamoul à Sri Lanka* (L'Harmattan, Paris, 1985), *Insurrections et terrorisme en Asie du Sud* (Collection des chercheurs militaires, CEREM, Édition Es-stratégies, Fontainebleau, 2008) et *L'Eau en Asie du Sud : confrontation ou coopération ?* (L'Harmattan, Paris, 2009). Il a écrit des chapitres dans des ouvrages collectifs et plusieurs centaines d'articles sur les problèmes politiques, économiques et militaires de l'Asie du Sud, de l'Asie du Sud-Est, de la Chine et de l'Europe.

Il participe à de nombreux colloques et est régulièrement sollicité pour des conférences, en France et à l'étranger.

Il se déplace régulièrement dans tous les pays d'Asie du Sud. Il a été directeur de séminaire sur l'Asie du Sud au Collège Interarmées de Défense/École de guerre et chargé de cours sur l'Asie du Sud à l'École des Hautes Études Politiques, à l'École des Hautes Études Internationales et à l'École Supérieure de Journalisme. Il est intervenu sur cette région du monde au Centre d'Études Diplomatiques et Stratégiques. Il a participé à des émissions radio et télévision. Il a présidé l'association des auditeurs moyen-orientaux et asiatiques de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale.

Il contribue à la rédaction sur support électronique d'*Asie21, Lettre confidentielle de veille et de prospective sur l'Asie*.

Il est membre de la Société d'histoire générale et d'histoire diplomatique et membre titulaire de l'Académie des sciences d'outre-mer. Il assume par ailleurs les fonctions de directeur de recherche au Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R).

AUTHOR'S PRESENTATION

Brigadier-General (rtd) Alain Lamballe, reckoned as a South Asia specialist, has made most of his military carrier in intelligence services and international relations.

Brigadier-General Lamballe graduated from the Military Academy of Saint-Cyr and has a PhD of political sociology (École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris). He also graduated from the Paris School of Oriental Languages and Civilisations with Hindi, Urdu and Hungarian diplomas. He has a degree in Hindi from the Delhi University. He also has military foreign languages' degrees (English, Italian, German and Hindi). Brigadier-General Lamballe then graduated from the Paris Centre of Higher Studies on Modern Africa and Asia.

Throughout his carrier, Brigadier-General Alain Lamballe has been in charge with numerous operational responsibilities. He started off as an infantry platoon leader, then headed an antiguerrilla commando in Algeria. He commanded a combat company from the 19^e Groupe de Chasseurs mécanisés (Villingen, Germany), and has been second in command of the 46^e Régiment d'Infanterie (Berlin, Germany).

Concerning intelligence and international relations, Brigadier-General Lamballe's carrier led him to carry out six diplomatic assignments, in Western, Central and Balkan Europe as well as in South Asia.

Brigadier-General Alain Lamballe has twice been a Defence Attaché (Hungary and Pakistan, with simultaneous accreditation in Sri Lanka and Maldives), twice a Military attaché in India and in the United Kingdom, as well as a Military Advisor (within the French delegation which negotiated the agreements on conventional armaments' control in Vienna, Austria).

As for his civil services, he has headed the Department for politico-military affairs within the OSCE Mission to Bosnia and Herzegovina. He also served within the Secrétariat Général de la Défense Nationale – at first as a zone officer for South East Asia and South Asia, then as a Europe Sector Chief. In Paris, he also served intelligence services.

Finally, Brigadier-General Lamballe is a university reckoned researcher. Author of *The Tamil Problem in Sri Lanka*, (L'Harmattan, Paris, 1985), he has published more than 70 articles on political, economic and military issues concerning South Asia, South East Asia, China and Europe. He travels regularly to all South Asian countries. He is now an independent researcher, member of the Asia 21 Research Team for the Futuribles Group.

He also heads the Seminar on South Asia in the Collège Interarmées de Défense (Joint Services Defence College) and teaches South Asia classes in École des Hautes Études Politiques, École des Hautes Études Internationales and École Supérieure de Journalisme. He is a regular speaker at the Centre d'Études Diplomatiques et Stratégiques.

Moreover, he is a Director of Research of the Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R).

RÉSUMÉ

LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT D'ASIE DU SUD

Les pays d'Asie du Sud entretiennent entre eux des relations difficiles et parfois aussi avec les pays environnants, Iran, Afghanistan, Chine et Birmanie. Il est donc logique que leurs services de renseignement aient comme priorité les États voisins. Les domaines privilégiés concernent les problèmes politiques et sécuritaires, la lutte contre le terrorisme constituant une priorité. Le domaine économique reçoit une attention plus restreinte.

La prédominance accordée aux pays régionaux ne signifie pas que les services de renseignement sud-asiatiques négligent les autres pays du monde. Il n'en est rien, d'autant plus que les diasporas que l'on trouve sur tous les continents peuvent posséder en leur sein des éléments hostiles qu'il convient de surveiller. Dans les pays développés, les Indiens comme les Pakistanais recherchent par ailleurs des informations économiques et scientifiques.

L'Inde possède un service de renseignement intérieur, l'*Intelligence Bureau* (IB), un service de renseignement extérieur, la *Research and Analysis Wing* (R & AW), un service de renseignement interarmées, la *Defense Intelligence Agency* (DIA), des services de renseignement paramilitaires et divers organismes civils. La *National Technical Research Organisation* (NTRO) est responsable de la recherche scientifique et technique. Divers autres services complètent la communauté du renseignement. Les services de renseignement indiens ont été organisés relativement tard.

Ils se retrouvent presque tous en sous-effectifs et manquent de personnels compétents, notamment de linguistes et des scientifiques. Ils se retrouvent parfois démunis pour prévenir des attaques terroristes et ne sont pas en mesure de contrer d'importantes attaques informatiques.

La coordination de tous ces services se fait mal. L'absence d'un chef d'état-major des armées empêche la montée en puissance de la *Defense Intelligence Agency*. La suspicion entre civils et militaires s'étend au domaine du renseignement. La *Research and Analysis Wing* (R & AW) entretient des relations étroites avec le Mossad israélien.

Le Pakistan dispose d'un service de renseignement intérieur, portant le même nom que son homologue indien, l'*Intelligence Bureau* (IB), un service de renseignement extérieur, le *Directorate General for Inter-Services Intelligence*, connu sous le sigle ISI, des services de renseignement militaires et diverses autres agences rattachées à des ministères civils.

L'ISI, omnipotent, aux missions étendues, est contrôlé par l'armée de terre. Il coordonne toutes les activités de renseignement du pays. La plupart des analystes politiques considèrent qu'il intervient dans la politique intérieure (malgré quelques dénis officiels) et oriente la politique étrangère du Pakistan, notamment mais pas exclusivement à l'égard des pays voisins, tout particulièrement l'Inde et l'Afghanistan.

L'ISI a toujours cherché à infiltrer les forces de sécurité indiennes, notamment par le recrutement de musulmans. Il entretient des contacts avec les insurgés maoïstes agissant dans le centre de l'Inde, peut-être en liaison avec son homologue chinois. Le service est aussi en liaison avec diverses organisations islamistes indiennes, étudiantes en particulier. L'ISI entretient d'excellentes relations avec les organismes de renseignement chinois.

EXECUTIVE SUMMARY

THE INTELLIGENCE AND SECURITY SERVICES OF SOUTH ASIA

Relations are not only strained between the countries of South Asia but also with neighbouring countries such as Iran, Afghanistan, China and Burma. It is therefore logical that the efforts of South Asian intelligence services are primarily focused on neighbouring states. The major areas of interest are political and security issues with the fight against terrorism the priority. There is less focus on economic matters.

This focus on countries in the region does not mean that South Asian intelligence services overlook other countries around the world. On the contrary, there may be hostile elements within diaspora communities on all five continents that may warrant surveillance. In developed countries, both the Indian and the Pakistani intelligence communities actively seek out economic and scientific information.

India has a domestic intelligence service, the Intelligence Bureau (IB), a foreign intelligence service, the Research and Analysis Wing (R & AW), a joint intelligence service, the Defense Intelligence Agency (DIA), paramilitary intelligence services and various civilian agencies. The National Technical Research Organisation (NTRO) is in charge of scientific and technical research. The intelligence community includes various other agencies. The Indian intelligence services were founded relatively late. They are almost all understaffed and lack skilled personnel, in particular linguists and scientists. At times, they have proven to be incapable of preventing terrorist attacks and lack counter-cyber attack capabilities. Coordination between the different agencies is poor. The lack of a Joint Chief of Staff is an obstacle for the full deployment of the Defense Intelligence Agency. Suspensions between civilian and military personnel also impact the intelligence community. The Research and Analysis Wing (R & AW) has close relations with Israel's Mossad.

Pakistan has a domestic intelligence service, that bears the same name as its Indian counterpart, the Intelligence Bureau (IB), a foreign intelligence service, the Directorate General for Inter-Services Intelligence, known under the acronym ISI, military intelligence services and various other agencies that report to government ministries. The omnipotent ISI, with its extensive mission brief, is controlled by the Land Forces. It coordinates all the country's intelligence activities. Most political analysts believe that ISI also intervenes in domestic policy (despite official denials to the contrary) and is instrumental in fashioning Pakistan's foreign policy, in particular concerning but not exclusive to neighbouring countries, especially India and Afghanistan. The ISI has always sought to infiltrate the Indian security services, in particular via the recruitment of Muslims. It has contacts with Maoist insurgents operating in central India, perhaps in liaison with its Chinese counterpart. The service is also in liaison with Indian Islamist movements, in particular student organisations. The ISI has excellent relations with the Chinese intelligence services.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	8
1. LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ET DE SÉCURITÉ INDIENS	9
LA COMMUNAUTÉ INDIENNE DU RENSEIGNEMENT	9
Intelligence Bureau (IB)	9
Research and Analysis Wing (RAW)	9
Special Frontier Force (SFF)	
Aviation Research Centre (ARC)	
National Technical Research Organisation (NTRO)	10
National Critical Information Infrastructure Protection Centre (NCIIPC)	
National Cyber Coordination Centre (NCCC)	
Joint Cipher Bureau (JCB)	10
Defence Intelligence Agency (DIA)	
Signals Intelligence Directorate	
Defence Image Processing and Analysis Centre	
Directorate of Military Intelligence (DMI)	10
Directorate of Naval Intelligence (DNI)	10
Directorate of Air Intelligence (DAI)	10
Services de renseignement des forces paramilitaires	10
Central Reserve Police Force (CRPF)	
Central Industrial Security Force (CSIF)	
Indo-Tibetan Border Police (ITBP)	
Border Security Force (BSF)	
Assam Rifles	
Coast Guards	
Central Bureau of Investigation (CBI)	10
Narcotics Control Bureau (NCB)	10
Directorate of Revenue Intelligence (DRI)	10
Enforcement Directorate (ED)	10
Centralized Monitoring System (CMS)	11
Indian Space Research Organisation (ISRO)	11
ÉCHECS ET SUCCÈS DU RENSEIGNEMENT INDIEN	11
UNE COORDINATION DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT DIFFICILE ET DES RÉFORMES AVORTÉES	12
Joint Intelligence Committee	12
National Security Council (NSC)	
National Security Adviser (NSA)	12
National Intelligence Board	
Nuclear Command Authority (NCA)	
Multi-Agency Centre (MAC)	12
Joint Task Force on Intelligence (JTFI)	12
National Grid (NATGRID)	12
Crime and Criminal Tracking Network and Systems (CCTNS)	12
RELATIONS AVEC LES SERVICES ÉTRANGERS	12

2. LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ET DE SÉCURITÉ PAKISTANAIS	14
LA COMMUNAUTÉ PAKISTANAISE DU RENSEIGNEMENT	14
Intelligence Bureau (IB)	14
Directorate General for Inter-Services Intelligence (ISI)	14
Directorate of Military Intelligence (DMI)	17
Field Intelligence Units (FIU)	
Directorate of Naval Intelligence (DNI)	17
Directorate of Air Intelligence (DAI)	17
Criminal Investigation Agency (CIA)	17
Federal Investigation Agency (FIA)	17
Anti Narcotics Force (ANF)	17
Space and Upper Atmosphere Research Commission (SUPARCO)	17
UNE COORDINATION DU RENSEIGNEMENT ASSURÉE PAR L'ISI	17
National Counter Terrorism Authority (NACTA)	18
Directorate of Internal Security (DIS)	
TENTATIVE D'ENCADREMENT DES ACTIVITÉS DE L'ISI	18
COOPÉRATION INTERNATIONALE	18
3. LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ET DE SÉCURITÉ DES AUTRES PAYS D'ASIE DU SUD	19
BANGLADESH	19
Directorate General of Forces Intelligence (DGFI)	19
Directorate General of National Security Intelligence (DGNSI)	19
Special Security Force (SSF)	19
NÉPAL	19
National Investigation Department	19
SRI LANKA	19
State Intelligence Service	19
AFGHANISTAN	19
National Directorate of Security (NDS)	19
Research and Analysis Milli Afghan (RAMA)	19
CONCLUSION	20
RÉFÉRENCES	21

INTRODUCTION

Les pays d'Asie du Sud entretiennent entre eux des relations difficiles et parfois aussi avec les pays environnants, Iran, Afghanistan, Chine et Birmanie. Il est donc logique que leurs services de renseignement aient comme priorité les États voisins. Les domaines privilégiés concernent les problèmes politiques et sécuritaires, la lutte contre le terrorisme constituant une priorité. Le domaine économique reçoit une attention plus restreinte.

La recherche du renseignement est facilitée par le fait que les pays sud-asiatiques partagent une même histoire et des bases culturelles communes et que leurs habitants parlent, pour certaines communautés transfrontalières tout au moins, des langues apparentées.

La prédominance accordée aux pays régionaux ne signifie pas que les services de renseignement sud-asiatiques négligent les autres pays du monde. Il n'en est rien, d'autant plus que les diasporas que l'on trouve sur tous les continents peuvent posséder en leur sein des éléments hostiles qu'il convient de surveiller. Il en est ainsi pour l'Inde où les militants cachemiris et sikhs sont actifs à l'étranger, notamment dans les pays européens et nord-américains ainsi qu'en Australie.

Il en est ainsi du Pakistan dont certains de ses ressortissants expatriés militent en faveur d'un Baloutchistan indépendant. Il en est ainsi, de même, pour Sri Lanka qui veut connaître les activités subversives des sécessionnistes tamouls toujours actifs en Europe et en Amérique.

Les pays d'Asie du Sud cherchent à se protéger des agissements potentiellement dangereux de certains de leurs ressortissants et de sympathisants en les neutralisant si possible. Ils peuvent aussi, quittant le terrain de la défensive, celui du contre-espionnage, mener des actions offensives visant à manipuler les éléments extrémistes des diasporas pour en faire des éléments déstabilisateurs dans les pays voisins hostiles.

Dubaï, où vivent de nombreux Indiens, Pakistanais, Bangladais, Népalais et Sri Lankais, reçoit une attention particulière de la part de tous les services de renseignement sud-asiatiques. Ils y sont très présents et actifs.

Dans les pays développés, les Indiens comme les Pakistanais, quittant les domaines de la politique et de la sécurité, recherchent par ailleurs des informations économiques et scientifiques.

1. LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ET DE SÉCURITÉ INDIENS

L'Inde possède un service de renseignement intérieur, un service de renseignement extérieur et des services de renseignement militaires. Les services de renseignement indiens ont été organisés relativement tard. Il est vrai qu'il existait des embryons d'agences de renseignement, en quelque sorte des résidus des services britanniques, mais ils n'étaient pas structurés et adaptés aux temps nouveaux.

Il a fallu deux guerres avec le Pakistan, en 1947 et en 1965, et une guerre avec la Chine en 1962 pour que les autorités indiennes prennent enfin conscience de l'importance du renseignement et reconnaissent la nécessité de créer un véritable service spécialisé destiné à recueillir l'information au-delà des frontières.

LA COMMUNAUTÉ INDIENNE DU RENSEIGNEMENT

L'**Intelligence Bureau** (IB) s'occupe du renseignement intérieur. C'est le plus ancien des services de renseignement indiens puisqu'il date en réalité de l'époque coloniale. Jusqu'en 1968, il s'occupait aussi bien du renseignement extérieur que du renseignement intérieur mais ses effectifs étaient essentiellement composés de policiers. Il a été critiqué pour son incapacité à fournir des renseignements de valeur avant et pendant la guerre sino-indienne de 1962 et le conflit indo-pakistanaise de 1965. Mais il a été disculpé en ce qui concerne la révolte non décelée des Mizos, dans le Nord-Est, en 1966. Depuis sa création, l'IB est rattaché au ministère de l'Intérieur. Son directeur est toujours un policier. Du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014, il a été dirigé par un musulman. Ses effectifs réalisés seraient de l'ordre de 19 000 personnes alors que le chiffre théorique est voisin de 27 000.

Pour un pays de plus de trois millions de km² et peuplé de presque un milliard trois cents millions d'habitants, confronté à d'énormes défis sécuritaires¹, ils sont nettement insuffisants. Dans ces conditions, le recueil et l'exploitation d'informations ne peuvent être efficaces. L'IB est certes implanté sur l'ensemble du territoire indien, aux niveaux des provinces et des échelons administratifs subordonnés.

Mais un nombre insuffisant de ses membres parlent les langues des indigènes tribaux, les adivasis, qui alimentent les rangs des mouvements maoïstes. À certaines reprises, il a été accusé d'ingérence dans le fonctionnement démocratique des institutions, en contribuant au remplacement de gouvernements provinciaux et à la surveillance d'opposants politiques. Pendant l'état d'urgence de 1977 à 1979, l'IB a très largement outrepassé ses droits, sur l'injonction d'Indira Gandhi, alors Premier ministre.

La **Research and Analysis Wing** (R&AW) créée par la bifurcation de l'IB, date de septembre 1968 soit plus de vingt ans après l'indépendance. Elle est rattachée au Premier ministre. Elle a pour vocation de rechercher le renseignement politique, économique, scientifique et militaire à l'étranger, de manière ouverte ou clandestine, et de détecter les activités d'espionnage à l'encontre du pays. Le directeur peut être choisi dans le service ou en dehors. Jamais un militaire n'a été nommé à ce poste.

Les effectifs théoriques de la *Research and Analysis Wing* seraient de l'ordre de 10 000 personnes, civils et militaires, mais ils sont loin d'être atteints, notamment dans les branches techniques. En réalité, les militaires sont peu nombreux. Le recrutement de civils rencontre des difficultés car le secteur privé offre des salaires plus élevés et de meilleures perspectives de carrière. Des difficultés de recrutement de personnels scientifiques de qualité gênent l'expansion du service.

L'insuffisance du nombre de linguistes est criante même pour opérer dans les pays voisins et géographiquement proches du Moyen-Orient et d'Asie centrale. Peu d'experts comprennent le chinois. Le service n'a pas utilisé les possibilités qui lui étaient offertes pour l'apprentissage du français à Pondichéry et du portugais à Goa, pour développer leurs activités en Europe, en Afrique et en Amérique du Sud. Le budget de la R&AW serait de l'ordre de 600 millions de dollars.

Le service utilise des couvertures diplomatiques au sein des ambassades et des missions auprès d'institutions internationales, mais il place aussi des officiers de renseignement dans des agences de presse et divers organismes privés.

Ces couvertures ne différencient en rien la *Research and Analysis Wing* des autres services existant dans le monde.

La *Special Frontier Force* (SFF) est le bras armé de la *Research and Analysis Wing*. Créée en novembre 1962, donc bien avant la naissance de la R&AW, elle avait initialement incorporé des Tibétains car elle avait pour but d'aider une éventuelle guérilla au Tibet. Depuis, ses missions se sont diversifiées. Elle est, par exemple, intervenue pendant la guerre de 1971 au Pakistan oriental d'alors. L'armée de terre l'encadre et l'entraîne. Son centre d'instruction se trouve à Chakrata en Uttarakhand.

La *Research and Analysis Wing* dispose d'un *Aviation Research Centre* (ARC), chargé d'assurer des missions de reconnaissances aériennes, d'écoutes électroniques, de brouillage et plus rarement de transport dans des zones reculées difficilement accessibles. Il dispose d'aéronefs divers incluant des IL-76, des AN-32 et des *Gulf Stream* stationnés sur la base de Charbatia, en Orissa. L'ARC utilise par ailleurs un réseau de stations radars situées sur les frontières.

¹ Voir *Insurrections et terrorisme en Asie du Sud*, Alain Lamballe, éditions es-stratégies, février 2008.

La *Research and Analysis Wing* n'a pas le monopole de la recherche à l'étranger. L'*Intelligence Bureau* détache certains de ses membres hors des frontières pour protéger les intérêts indiens dans des missions de contre-espionnage. Ces deux services sont particulièrement actifs dans les pays voisins, Pakistan, Afghanistan, Népal, Bhoutan, Bangladesh, Birmanie, Sri Lanka, Maldives et naturellement Chine.

La *Research and Analysis Wing*, quant à elle, a parfois été utilisée à l'intérieur du pays pour déstabiliser des gouvernements provinciaux ; ce fut notamment le cas au Bengale occidental en mai 1986 et en Assam en août 1989.

La **National Technical Research Organisation** (NTRO) établie en 2004, est responsable de la recherche scientifique et technique. Elle dispose pour ce faire notamment de deux stations d'écoute électronique à Sarsawa, au nord de Delhi, et à Charbatia, près de Cuttack, en Orissa. Elle met aussi en œuvre des drones de surveillance dans les zones troublées par le mouvement maoïste, dans le centre du pays, notamment et surtout au Jharkhand et au Chhatisgarh. Mais, par manque de personnels et d'infrastructure au sol, ces engins ne sont pas employés avec l'efficacité voulue. Par ailleurs, la NTRO actionne le *National Critical Information Infrastructure Protection Centre* (NCIIPC), créé en 2014, chargé de trouver des parades à toutes tentatives hostiles de pénétration des réseaux électroniques. Indépendamment, l'IB, la R&AW et la *Defense Intelligence Agency* effectuent aussi des recherches dans ces domaines techniques. L'Inde se dote ainsi d'une cyber-armée. Un organisme civil, le *National Cyber Coordination Centre* (NCCC), est chargé de coordonner les réponses aux attaques électroniques. Mais la vulnérabilité reste grande.

Le **Joint Cipher Bureau** responsable de la cryptologie, est rattaché au ministère de la Défense. Il existe au sein de l'état-major interarmées, qui n'est en fait qu'un embryon, un service de renseignement, la *Defence Intelligence Agency* (DIA), créée en mars 2002. Le *Signals Intelligence Directorate* qui effectue des interceptions électroniques et le *Defence Image Processing and Analysis Centre* qui traite les images et les photographies lui sont rattachés. L'armée de terre, la marine et l'armée de l'air ont conservé leurs services spécialisés, dénommés respectivement **Directorate of Military Intelligence** (DMI), **Directorate of Naval Intelligence** (DNI) et **Directorate of Air Intelligence** (DAI). Ces organismes souffriraient tous d'un manque de cadres de qualité. Le DAI a longtemps bénéficié des missions de reconnaissance d'appareils volant à très haute altitude et équipés de caméras et senseurs performants, les Mig 25, jusqu'à leur retrait du service en 2006. Ces avions n'ont pas été remplacés. L'armée de terre dispose de drones qu'elle utilise notamment pour surveiller la ligne de contrôle au Cachemire.

La difficulté rencontrée par la DIA pour monter en puissance est due à la réticence de la marine et de l'armée de l'air, qui craignent une prédominance de l'armée de terre, et plus encore à l'opposition des hauts fonctionnaires civils du ministère de la Défense qui veulent conserver les prérogatives dont ils jouissent, alors que leurs compétences militaires sont limitées.

La R&AW est également hostile au renforcement du rôle de la DIA car elle craint une concurrence, même si les responsabilités sont bien définies, les services de renseignement militaires concentrant leurs activités aux domaines tactique et technique, le domaine stratégique étant réservé à la R&AW. La nomination envisagée, mais sans cesse repoussée, d'un chef d'état-major des armées donnerait à la DIA le poids nécessaire car elle lui serait subordonnée.

Certaines forces paramilitaires dont le rôle est d'assurer la sécurité de certaines installations et infrastructures et de lutter contre les insurrections **ont créé leurs propres services de renseignement**, orientés vers les organisations militantes islamistes, maoïstes et séparatistes. Il en est ainsi, en particulier de la **Central Reserve Police Force** (CRPF) aux effectifs de l'ordre de 300 000 personnes et de la **Central Industrial Security Force** (CSIF). L'**Indo-Tibetan Border Police** (ITBP), quant à elle, surveille la zone frontalière du Tibet. La **Border Security Force** (BSF) est déployée sur les autres frontières. Les quatre forces paramilitaires mentionnées ci-dessus dépendent du ministère de l'Intérieur. Il en est de même des **Assam Rifles**, mais ceux-ci sont rattachés pour emploi au ministère de la Défense. Commandés par des officiers de l'armée de terre, les **Assam Rifles** opèrent en Assam et dans les États voisins qui sont également les régions de recrutement des hommes du rang. Leurs unités de renseignement sont actives dans l'ensemble du nord-est de l'Inde. Les **Coast Guards** (gardes-côtes), rattachés au ministère de la Défense, possèdent leurs propres systèmes de surveillance techniques et humains qui viennent en complément des moyens plus importants de la marine, agissant surtout en haute mer. Toutefois, les bateaux de pêche ne sont pas tous répertoriés, tant s'en faut, et peu disposent de systèmes permettant de les localiser. Il est donc difficile d'interdire d'éventuelles attaques terroristes venant de la mer alors que la menace est réelle comme l'ont montré les événements de Mumbai du 26 au 29 novembre 2008. Les polices provinciales possèdent leurs propres services de renseignement mais elles sont en sous-effectifs, ce qui se répercute défavorablement sur le recrutement des sources et le recueil des informations.

Par ailleurs, certains services spécialisés contribuent dans leurs domaines spécifiques au recueil et au traitement du renseignement. Parmi ceux-ci, on peut citer le **Central Bureau of Investigation** (CBI), le **Narcotics Control Bureau** (NCB), le **Directorate of Revenue Intelligence** (DRI) et l'**Enforcement Directorate** (ED). Le CBI, créé le 1^{er} avril 1963, recueille des informations sur la sécurité et les crimes organisés. Il est également en charge des affaires de corruption. Il dépend du ministère de l'Intérieur. Le NCB travaille sur le trafic de narcotiques, le DRI sur la contrebande et les fraudes diverses et l'ED dans le domaine financier ; ces trois services dépendent du ministère des Finances.

En 2009 a été créé un organisme chargé de contrôler toutes les télécommunications du pays, le **Centralized Monitoring System** (CMS). Les cyber-cafés ont l'obligation de relever l'identité de leurs clients avec photos et les sites internet qu'ils ont consultés ; ils doivent conserver ces données pendant un an.

Les nombreuses organisations non gouvernementales, très présentes sur le terrain y compris dans des zones difficiles troublées par des insurrections, recueillent des informations précieuses, mais elles se montrent souvent peu enclines à les transmettre aux services compétents. Les journaux et revues ainsi que les ateliers de réflexion (think tanks), très nombreux

en Inde et parfois d'excellente qualité, rédigent des analyses et synthèses fort utiles à partir de renseignements ouverts.

Il convient enfin de noter que l'**Indian Space Research Organisation** (ISRO) fournit des images satellitaires grâce à ses propres satellites civils d'observation, dont certains offrent désormais des images avec une définition d'un mètre, peuvent avoir des applications militaires. Le premier satellite d'observation spécifiquement militaire a été lancé en août 2007. La marine dispose d'un satellite spécifique, lancé de la base de Kourou en août 2013. L'Inde a par ailleurs acheté à Israël un satellite dénommé Riset 2 permettant des observations tout temps, de jour comme de nuit.

ÉCHECS ET SUCCÈS DU RENSEIGNEMENT INDIEN

Les services de renseignement de New Delhi ont connu des échecs notoires. Les Indiens n'étaient pas au courant des déplacements d'unités chinoises qui ont précédé la guerre de 1962 dans le nord-est de l'Inde. En 1965, les préparatifs pakistanais avant de lancer leurs opérations au Cachemire, connues sous le nom de *Gibraltar*, passèrent également inaperçus. Un autre exemple de déficience est la totale absence d'informations concernant la capture par l'armée pakistanaise, durant l'hiver 1998-1999, de certains bunkers abandonnés par l'armée indienne comme chaque année à l'entrée de la période hivernale sur les hauts sommets ponctuant la ligne de contrôle au Cachemire dans la région de Kargil. Aucune infiltration n'avait été détectée. Il a fallu attendre la fin de l'hiver au moment où les Indiens voulaient reprendre possession de leurs bunkers pour découvrir qu'ils étaient occupés par les Pakistanais. S'en est suivi au printemps 1999 le mini conflit indo-pakistanaise au cours duquel les Indiens, mal renseignés sur les agissements ennemis, ont reconquis au prix de lourdes pertes les postes d'observation perdus.

Pour tenter d'atténuer cette grave lacune, les services de renseignement ont rendu publiques deux conversations téléphoniques en date des 26 et 29 mai 1999 entre le Président pakistanais, également chef d'état-major de l'armée de terre, alors en visite en Chine, et le *Chief of General Staff* (équivalent du major-général dans notre armée de terre). Ce dialogue avait été intercepté avec succès, grâce, il faut bien le dire, à une négligence difficilement compréhensible du côté pakistanais. Les conversations portaient sur la perception pakistanaise des réactions indiennes suite à l'occupation des bunkers indiens.

En 2001, aucun des services de renseignement n'a décelé les préparatifs des attentats qui ont frappé le parlement provincial de Srinagar et le parlement fédéral de New Delhi. De même en 2008, la préparation de l'attentat qui a frappé durement Mumbai leur a échappé.

À l'époque du Pakistan oriental, la *Research and Analysis Wing* a soutenu les groupes minoritaires bouddhistes et chrétiens des Chittagong Hill Tracts.

Elle a ensuite aidé les combattants nationalistes bengalis du Pakistan oriental à obtenir l'indépendance en 1971. Mais le coup d'État au Bangladesh, le 30 mai 1981, qui a renversé le général Zia-ur-Rehman, l'a surprise.

Elle est aujourd'hui très active en Afghanistan d'où elle soutient l'insurrection des Baloutches pakistanais. Elle activerait certains camps d'entraînement en Inde même pour former des militants susceptibles de pénétrer au Pakistan et d'y mener des opérations au Baloutchistan et dans les autres provinces. Elle imprimerait des pamphlets antipakistanais distribués ensuite au Pakistan par divers canaux. Toutes ces actions viseraient à déstabiliser le Pakistan.

La *Research and Analysis Wing* et l'*Intelligence Bureau* s'intéressent à la diaspora indienne dispersée à travers le monde. Ils déploient en particulier une grande activité au Royaume-Uni où se sont réfugiés divers dirigeants de mouvements séparatistes ainsi qu'aux États-Unis et en Russie.

Dans les années 1950, l'*Intelligence Bureau* détecta l'implantation chinoise en Aksai Chin et la construction dans cette région d'une route reliant le Xinjiang au Tibet.

En matière de contre-espionnage, des succès ont été enregistrés. En 1979, un réseau de renseignement pakistanais fut démasqué. Mais il avait auparavant fait des ravages.

Les Pakistanais s'étaient procuré d'utiles informations grâce à des officiers indiens en service dans la garnison de Samba au Jammu. En novembre 1983, deux frères d'une famille dénommée Larkins étaient arrêtés pour espionnage au profit des Américains auxquels ils transmettaient des informations sur des systèmes d'armes de l'armée indienne importés d'URSS. L'un était un général de division en retraite et l'autre un général de division aérienne également en retraite.

En 2004, un cadre de haut rang de la *Research and Analysis Wing* livrant aux Américains des informations relatives à Sri Lanka, au Pakistan, au Bangladesh et au Népal fut démasqué mais il réussit à s'enfuir aux États-Unis.

UNE COORDINATION DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT DIFFICILE ET DES RÉFORMES AVORTÉES

La suspicion entre civils et militaires, très fréquente en Inde, s'étend au domaine du renseignement. Elle s'est renforcée au fil des ans à cause d'initiatives malencontreuses de la R&AW. Ainsi, l'armement fourni par la R&AW aux rebelles karen de Birmanie a été récupéré en partie par certains mouvements sécessionnistes du nord-est de l'Inde que l'armée indienne combat. De même, l'aide apportée par la R&AW au mouvement des Tigres Libérateurs de l'Eelam Tamoul (*Liberation Tigers of Eelam Tamil - LTTE*) en matière d'entraînement et de fourniture d'armes s'est retournée contre l'armée indienne lorsque celle-ci est intervenue à Sri Lanka de 1987 à 1990. Lors de l'intervention militaire indienne dans l'île, des distorsions graves sont apparues dans les analyses faites par la R&AW d'une part et les services de renseignement militaires d'autre part.

Ces dysfonctionnements ont été pris en compte pour une réforme du renseignement au sommet de l'État. La coordination et la supervision des différents services de renseignement civils et militaires sont assurées par le **Joint Intelligence Committee** (JIC), créé en 1990. Le JIC sert aussi de secrétariat pour le **National Security Council** (NSC), établi également en 1990, qui définit les grandes options stratégiques. Le JIC est rattaché au secrétariat du Cabinet interministériel, donc au niveau du Premier ministre. Son directeur provient en général de l'un des services de renseignement.

Le **National Security Adviser** (NSA) joue aussi au niveau du Premier ministre un rôle majeur en matière de renseignement grâce au **National Intelligence Board** mais ses responsabilités dépassent largement ce domaine puisqu'elles incluent celles de conseiller le chef du gouvernement sur tous les problèmes de sécurité, de négocier avec les pays étrangers sur les affaires stratégiques et de présider le conseil exécutif de la **Nuclear Command Authority** (NCA).

Le poste a été créé en 1998. La nomination, justifiée par la multiplicité des services de renseignement, d'un coordinateur renseignement à temps plein auprès du Premier ministre a été préconisée mais n'a pas été entérinée.

Les lacunes constatées lors de l'affaire de Kargil en 1999 ont été analysées et prises en compte par un comité présidé par Girish Saxena, un ancien gouverneur du Jammu et Cachemire.

Les recommandations de réformes, dont certaines seulement ont été rendues publiques, ont été acceptées par le gouvernement en février 2001 mais sont restées pour la plupart lettre morte. Deux organismes, le **Multi-Agency Centre** (MAC) et la **Joint Task Force on Intelligence** (JTFI) ont été créés au sein de l'IB. Le MAC, actif à partir de mai-juin 2012, a pour mission de recueillir et de coordonner les informations relatives au terrorisme et le JTFI doit transmettre les informations aux gouvernements provinciaux en temps réel et renforcer les capacités antiterroristes des polices provinciales. En réalité, ces deux organismes font preuve d'inefficacité à cause d'un manque de personnels et d'équipements. Le **National Grid** (NATGRID), créé après les attentats de Mumbai en 2008 pour contrôler le financement des mouvements terroristes, a connu des résultats médiocres. Le **Crime and Criminal Tracking Network and Systems** (CCTNS) Project mis sur pied en 2009 pour relier entre elles toutes les stations de police du pays n'a pu être mené à bien.

Sur le terrain, au niveau des provinces, des contacts réguliers ont lieu entre les services civils et militaires. Mais ils sont souvent de médiocre qualité. De plus, la police locale ne coopère pas toujours en ce qui concerne la recherche et l'échange d'informations sur les diverses insurrections qui agitent le pays.

Les services de renseignement éprouvent des difficultés à pénétrer les mouvements extrémistes, particulièrement ceux qui se réclament de la mouvance islamiste. Ils disposent en général d'un nombre insuffisant de musulmans au sein de leurs effectifs, qui s'explique sans doute par la crainte d'être infiltrés. Et pourtant, sans musulmans, toute pénétration des organisations djihadistes est impossible.

Plusieurs tentatives ont été faites pour imposer un contrôle parlementaire sur les activités des services de renseignement mais aucune n'a abouti. Les responsables du renseignement n'y sont pas favorables car ils craignent des fuites qui pourraient se produire de la part de députés inexpérimentés. Aucune surveillance financière ne s'exerce non plus ; le **Comptroller and Auditor General** (CAG), l'équivalent du président de notre Cour des comptes, n'a jamais pu vérifier les dépenses des services de renseignement.

RELATIONS AVEC LES SERVICES ÉTRANGERS

Les divers services de renseignement entretiennent des relations avec certains de leurs homologues étrangers. Après la défaite de l'armée indienne face au déferlement chinois de 1962 dans le nord-est du pays, c'est avec les Américains qu'a été mise sur pied la Special Frontier Force et a été créée une base à Charbatia.

En 1966, la base de Charbatia était devenue plus importante que celle de Peshawar au Pakistan.

C'est de là qu'auraient dû décoller des avions de reconnaissance U 2 pour survoler la Chine, notamment la région du Xinjiang où se trouvent le centre d'essais nucléaires et le centre d'essais de missiles. Mais Nehru s'y opposa car la CIA ne put ou ne voulut pas satisfaire la demande indienne de développer les photos en Inde.

Plus tard, les Américains construisirent un centre de développement.

Il ne fut jamais utilisé car les relations entre les deux pays s'étaient entre-temps refroidies et les Américains possédaient avec les satellites des moyens plus sophistiqués pour surveiller la Chine.

De nos jours, la R&AW entretient d'étroites relations avec son homologue américain, la CIA. Sans doute, la Chine continue de constituer pour ces deux services une préoccupation commune mais, de plus, la lutte contre le terrorisme d'essence islamique est devenue une priorité.

La *Research and Analysis Wing* a participé en 2009 à la création d'un service de renseignement clandestin afghan spécialement orienté contre le Pakistan, le *Research and Analysis Milli Afghan* (RAMA).

Les services indiens entretiennent aussi d'excellentes relations avec leurs homologues israéliens.

Le Mossad est apprécié à cause de sa connaissance du terrorisme islamiste et de sa disponibilité pour former des cadres et fournir des équipements performants utiles dans la détection des infiltrations à travers la ligne de contrôle au Cachemire et dans la lutte contre les militants du Cachemire, de l'Assam et des provinces avoisinantes. Les Indiens ont acheté aux Israéliens des drones ainsi que des radars pour les avions AWACS acquis auprès des Russes. Ils acquièrent auprès d'eux des informations au sujet de la cyber-sécurité.

¹ Le secrétaire à la Défense est le plus haut fonctionnaire civil du ministère de la Défense. En l'occurrence, il s'agissait d'un général de corps d'armée en retraite.

2. LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ET DE SÉCURITÉ PAKISTANAIS

Comme en Inde, il existe au Pakistan un service de renseignement intérieur, un service de renseignement extérieur et des services de renseignement propres aux armées. Tous ont leurs sièges à Islamabad.

LA COMMUNAUTÉ PAKISTANAISE DU RENSEIGNEMENT

L'**Intelligence Bureau** (IB) créé au début des années 1950, s'occupe du renseignement intérieur. Son appellation est identique à celle du service indien équivalent. Il est rattaché au ministère de l'Intérieur. L'IB, chargé du contre-espionnage, surveille les agents étrangers et les terroristes présumés. Il s'intéresse aussi au trafic de drogue.

Son directeur rend compte directement au Premier ministre. Très souvent, l'armée de terre a imposé la désignation du directeur qui, dans le passé, venait de ses rangs. L'IB envoie parfois certains de ses fonctionnaires dans les ambassades et autres missions diplomatiques.

Le **Directorate General for Inter-Services Intelligence**, connu sous le sigle ISI, est responsable du renseignement extérieur. Omnipotent, aux missions étendues, contrôlé par l'armée, c'est de loin le service le plus important du pays et sa notoriété est affirmée. Il constitue un mystère qui inquiète d'autant plus que le monde est confronté au problème afghan et au terrorisme international d'origine islamique émanant du Pakistan et de l'Afghanistan voisin.

L'ISI a été créé en 1948 par un officier australien qui servait dans l'armée britannique des Indes, le général Walter Joseph Cawthorn, un professionnel du renseignement et grand connaisseur du sous-continent indien, à partir des embryons qui existaient depuis l'indépendance. Il dépendait alors de l'armée de terre. Après la guerre indo-pakistanaise de 1965, il a été rattaché au ministère de la Défense. C'est donc un civil, le ministre de la Défense qui le dirige et non plus un militaire, le chef d'état-major de l'armée de terre.

Une tentative a été faite par le Premier ministre en 2008 pour le rattacher au ministère de l'Intérieur. Mais elle a été vite neutralisée par le chef d'état-major de l'armée de terre. Le directeur de l'ISI est toujours un général de corps d'armée de l'armée de terre. L'alternance entre les trois armées ne joue pas. Mais les subordonnés directs du directeur peuvent appartenir à la marine et à l'armée de l'air aussi bien qu'à l'armée de terre.

Des affectations à l'ISI favorisent les carrières. Plusieurs directeurs de l'ISI sont ensuite devenus chef d'état-major de l'armée de terre.

Le directeur de l'ISI est censé informer directement le Premier ministre. En réalité, il rend compte d'abord au chef d'état-major de l'armée de terre qui décide ce qui peut être communiqué au chef de l'exécutif. Cette indépendance de l'ISI à l'égard du pouvoir politique a été rappelée par le secrétaire à la Défense¹ en janvier 2012, ce qui lui a valu d'être renvoyé par le Premier ministre. Mais les choses continuent comme avant. Les effectifs de l'ISI ont été longtemps majoritairement militaires mais ce n'est plus le cas.

Aujourd'hui, il y a autant de civils que de militaires et anciens militaires. Les militaires détachés représentent 45 % de l'ensemble et les militaires sous contrat (en activité ou en retraite) 5 %. Les militaires détachés, à l'exception du commandement, sont maintenant issus de l'*Intelligence Corps*. Ils ne restent généralement que quelques années au sein de l'ISI avant de rejoindre leurs affectations d'origine. Les civils au contraire, peuvent y faire carrière.

Les effectifs globaux sont évalués au minimum à 10 000 personnes à plein temps, mais des chiffres nettement supérieurs (25 000 membres permanents et 20 000 temporaires) sont parfois donnés. Ils étaient de l'ordre de 20 000 à l'époque de Zia-ul-Haq (1977-1988) qui correspond à peu près à l'occupation de l'Afghanistan par les Soviétiques.

Le budget dont dispose l'ISI est inconnu. Le chiffre avancé de 300 millions de dollars est sans doute très inférieur à la réalité. Aux fonds officiels, se sont ajoutées et s'ajoutent peut-être encore des ressources complémentaires apportées par le trafic de drogue avec l'Afghanistan où la culture du pavot est courante.

¹ Voir *Insurrections et terrorisme en Asie du Sud*, Alain Lamballe, éditions es-stratégies, février 2008. Le secrétaire à la Défense est le plus haut fonctionnaire civil du ministère de la Défense. En l'occurrence, il s'agissait d'un général de corps d'armée en retraite. « Pakistan helps US drone campaign », Reuters dans *Daily Times*, quotidien pakistanais, 23 janvier 2012. À noter que depuis l'incident du 23 novembre 2011 (tirs américains contre deux postes des forces de sécurité pakistanaises dans l'agence tribale de Mohmand ayant fait 26 tués), la CIA ne peut plus utiliser la base de Shamsi au Baloutchistan pour lancer et récupérer ses drones. Elle utilise donc désormais uniquement des bases situées en Afghanistan, notamment celle de Bagram.

L'appellation du principal service de renseignement possède une connotation militaire puisque Inter-Services évoque les trois armées. Mais les attributions de l'ISI vont bien au delà des seuls renseignements d'ordre militaire, comme le montre son organigramme, dans la mesure où on le connaît vraiment. Elles s'étendent à tous les domaines politique, économique, scientifique...

L'ISI comprendrait sept départements :

- Le *Joint Intelligence Bureau* (JIB), responsable du renseignement politique
- Le *Joint Intelligence North* (JIN), chargé de la gestion des conflits au nord du Pakistan (particulièrement au Jammu et Cachemire et dans les régions tribales).
- Le *Joint Counter-Intelligence Bureau* (JCIB), chargé de l'Afghanistan, de l'Asie centrale, de l'Asie du Sud, du Moyen-Orient, y compris d'Israël et de la Russie. S'occupe aussi des diplomates pakistanais en poste à l'étranger.
- Le *Joint Signals Intelligence Bureau* (JSIB), responsable du recueil du renseignement d'origine électromagnétique et de la gestion des réseaux de communication.
- Le *Joint Intelligence Miscellaneous* (JIM), responsable des opérations clandestines.
- Le *Joint Intelligence Technical* (JIT), responsable de la gestion des conflits chimiques et en charge d'une section relative aux explosifs.
- Le *Joint Intelligence X* (JIX) assure le secrétariat.

À ces sept départements s'ajoutent des bureaux aux missions spécifiques. Bien qu'incomplet car n'incluant pas l'Europe, les Amériques et l'Afrique, l'organigramme ci-dessus montre toutefois l'étendue des missions assurées par l'ISI. L'interception des communications est de son ressort. La surveillance des diplomates étrangers servant au Pakistan relève également de sa compétence.

Il est périodiquement fait mention d'un bureau S, chargé d'opérations spéciales notamment en Afghanistan, distinct du *Joint Intelligence Miscellaneous* et du *Joint Intelligence North*. Il n'apparaît pas dans l'organigramme. C'est peut-être le successeur du bureau spécial Afghanistan créé à l'époque du général Zia-ul-Haq à la fin des années 1970.

La plupart des analystes politiques considèrent que l'ISI intervient dans la politique intérieure (malgré quelques dénis officiels) et oriente la politique étrangère du Pakistan, notamment - mais pas exclusivement - à l'égard des pays voisins, tout particulièrement l'Inde et l'Afghanistan.

Et ceci est vrai même si les militaires ne sont pas au pouvoir, ce qui est le cas actuellement. L'ISI est souvent qualifié d'État dans l'État. C'est l'ISI qui a convaincu les taliban d'ouvrir un bureau de liaison au Qatar. Il tente de rassembler, au moins sur le plan politique, tous les groupes militants, taliban et associés, qui combattent en Afghanistan contre les contingents américain et alliés, désormais fortement réduits, et les forces de sécurité afghanes. L'ISI apparaît comme un interlocuteur indispensable pour d'éventuelles négociations avec les taliban et leurs associés, car ces groupes militants lui sont parfaitement connus.

En réalité, toutes les décisions importantes qu'il prend dans n'importe quel domaine que ce soit sont entérinées par le chef d'état-major de l'armée de terre, le chef de l'ISI étant son protégé.

L'ISI a connu des échecs. En 1965, lors de la guerre indo-pakistaise, ses informations sur l'Inde et son armée étaient insuffisantes et parfois inexactes. En 1967, il n'a pas découvert une tentative de coup d'État fomenté par de jeunes officiers de marine, dévoilée par la police de Karachi.

Le service de renseignement a également été inefficace lors des événements qui ont conduit au démembrement du pays et à la création du Bangladesh en 1971.

Il a de même échoué dans sa tentative de créer un Pendjab sikh indépendant, le Khalistan, malgré les efforts déployés dans les années 1980 et au début des années 1990 en faveur des insurgés actifs sur le sol indien. Le Pakistan servait de base arrière aux militants sikhs qui recevaient des fonds, des armes et des munitions.

L'aide fournie aux militants indépendantistes opérant au Jammu et Cachemire indien dans les années 1990, 2000 et 2010 n'a pas non plus été couronnée de succès.

Des camps existent encore au Pakistan pour héberger, entraîner et armer les militants destinés à combattre au Cachemire contre les forces de sécurité indiennes et fomenter des attentats ailleurs en Inde.

Ces militants, appartenant à divers mouvements dont le Hizb-ul-Mujahideen, le Lashkar-e-Taiba, le Harkat-ul-Mujahideen, le Jaish-e-Mohammed et le Harkat-ul-Jihad Islami seraient au nombre de plusieurs milliers prêts à franchir la ligne de contrôle qui sépare les deux parties du Cachemire administrées par l'Inde et le Pakistan.

Certains y parviennent malgré la présence d'une clôture sans cesse améliorée avec des moyens électroniques et étroitement surveillée par l'armée indienne.

L'ISI a toujours cherché à infiltrer les forces de sécurité indiennes, notamment par le recrutement de musulmans. Il entretient des contacts avec les insurgés maoïstes agissant dans le centre de l'Inde, peut-être en liaison avec son homologue chinois. Le service est aussi en liaison avec diverses organisations islamistes indiennes, étudiantes en particulier. L'ISI serait en contact avec les Indian Mujahideen présents en diverses régions de l'Inde. Il a été accusé d'avoir commandité les actes terroristes qui ont frappé Mumbai en mars 1993 et en novembre 2008. Il mène aussi des opérations contre les Indiens en Afghanistan. L'attaque de l'ambassade indienne à Kaboul en 2008 lui est communément imputée.

Il serait aussi responsable de la mort de techniciens indiens ayant participé à la construction d'un réseau routier dans le sud de l'Afghanistan pour le raccorder au réseau iranien desservant le port de Chabahar.

L'ISI veut à tout prix contrer les actions de l'Inde en Afghanistan. Dans ce pays, ses actions anti-indiennes sont régulièrement dénoncées. Ses multiples activités qui s'exercent aussi à l'encontre des institutions afghanes sont parfois dévoilées.

Certains Afghans ont été arrêtés pour espionnage à son profit, les dernières arrestations connues ayant eu lieu en février 2012.

L'implication de l'ISI en Afghanistan n'est pas récente. C'est l'ISI qui a orienté et aidé les moudjahiddines dans leur lutte contre l'occupant soviétique en Afghanistan dans la décennie 1980. Les armes et les équipements, fournis en grande partie par les Etats-Unis, transitaient sous son contrôle par le territoire pakistanais et les insurgés trouvaient refuge dans les zones tribales et tout le long de la frontière afghano-pakistanaise. Une littérature rédigée en russe et imprimée à Peshawar était envoyée clandestinement en Asie centrale afin d'influencer les jeunes Ouzbeks, Turkmènes, Kazakhs, Kirghizes et Tadjikes incorporés dans l'armée soviétique pour aller combattre en Afghanistan.

En 1987, quelques raids furent même lancés au Tadjikistan. Pendant la période d'occupation de l'Afghanistan par les troupes soviétiques, les relations entre l'ISI et la CIA étaient excellentes. Elles sont aujourd'hui tendues.

Les Américains accusent l'ISI d'instrumentaliser les taliban. Ce n'est pas l'ISI qui se trouve à l'origine de la création des taliban mais dès que ceux-ci ont consolidé leur pouvoir, plus précisément lorsqu'ils ont conquis Kandahar en novembre 1994, il s'est intéressé à eux et les a aidés.

Dans les années qui ont suivi, l'ISI a contribué à former de nouveaux taliban dans les écoles religieuses, les madrassas, pakistanaises. Avec son accord, l'Arabie saoudite a financé de nombreuses madrassas et envoyé des imams qui enseignent un islam radical. C'est l'ISI qui a aidé les taliban à prendre le pouvoir à Kaboul en 1996 et à consolider leur emprise sur le pays.

Et c'est lui, qui, aujourd'hui, tout en luttant contre les taliban dits pakistanais, héberge et soutient les taliban dits afghans - dirigés depuis le Pakistan - et leurs associés, en tout premier lieu les membres du réseau afghan Haqqani, lequel a été qualifié par un ancien président du *Joint Chiefs of Staff* américain de « bras armé de l'ISI ».

L'ISI a fourni et fournit encore des informations à la CIA pour permettre aux drones de cibler des dirigeants islamistes radicaux. La recherche de certains objectifs se ferait en commun par l'ISI et les services de renseignement américain et britannique, grâce à un réseau de sources humaines¹. Simultanément, les autorités pakistanaises s'insurgent contre ces attaques de drones pour apaiser l'opinion publique.

L'ISI joue en réalité un double jeu, en donnant des renseignements pour éliminer des éléments qui commettent des attentats sur le sol pakistanais et en n'en donnant pas s'il s'agit de militants agissant en Afghanistan et au Cachemire.

Des analystes l'accusent d'être responsable d'attentats en Afghanistan visant des étrangers, pas seulement des Indiens. Des membres d'organisations islamiques radicales centre-asiatiques et ouïgours s'entraînaient dans les zones tribales pakistanaises avec le soutien ou tout au moins l'indifférence de l'ISI². Des accusations ont aussi été portées par le *Bundesnachrichtendienst* (BND) - le service de renseignement extérieur allemand - contre l'ISI qui aurait espionné le détachement d'instructeurs de la police allemande déployé en Afghanistan. Ces implications donnent quelques fondements au sobriquet attribué à l'ISI par certains de ses détracteurs : *Invisible Soldiers of Islam*.

Selon toute vraisemblance, l'ISI savait où le chef d'Al-Qaïda, Oussama Ben Laden, se trouvait. Peut-être même l'a-t-il aidé à se loger et se mettre à l'abri des recherches menées par la CIA, tout au moins pendant quelques années. S'il n'était pas au courant, il peut être accusé de défaillance ayant rendu possible le raid américain fructueux qui a abouti à la mort du chef d'Al-Qaïda le 2 mai 2011 à Abbottabad, ville au nord de la capitale. En fait, selon un ancien directeur de l'ISI les autorités militaires pakistanaises étaient informées du raid américain mais elles ne pouvaient pas courir le risque d'être accusées de coopération par la population. Elles ont préféré être accusées d'incompétence plutôt que de complicité.

Quelle que soit la vérité à propos du raid américain contre Ben Laden, les services de renseignement pakistanais ont subi de véritables échecs. Les nombreux attentats qui ensanglantent le pays montrent leur inefficacité. Parmi les plus meurtriers figure l'attaque de militants islamistes contre la base aéronavale de Mehran à Karachi, le 22 mai 2011 ; celle dans une école de Peshawar, le 16 décembre 2014 ; et celle perpétrée dans un mausolée soufi à Sahwan, dans le Sind, le 16 février 2017.

À l'époque précédant le démembrement du Pakistan, l'ISI pouvait, à partir de la partie orientale du pays - aujourd'hui le Bangladesh - intervenir facilement dans les provinces indiennes du nord-est pour soutenir les insurrections diverses conduites par de nombreux groupes ethniques minoritaires. Son action s'est prolongée après 1971, date de la création du Bangladesh, lorsque le *Bangladesh National Party* (BNP), formation politique anti-indienne, était au pouvoir à Dacca. Elle est aujourd'hui plus limitée car l'*Awami League* (AL) qui dirige le gouvernement est pro-indienne. L'ISI a financé le BNP lors de la campagne électorale de 1991. Il dispose de sympathies dans les milieux anti-indiens, notamment les membres du parti politique Jamia-e-Islami.

L'ISI recrute des agents dans les pays voisins de l'Inde. Il utilise le Népal et le Bangladesh pour faire passer en Inde de la fausse monnaie indienne en vue de désorganiser l'économie.

² Le 21 janvier 2012, le blog windowonheartland.blogspot.com (lancé en novembre 2010 pour analyser les problèmes sécuritaires et stratégiques de l'espace ex-soviétique) accuse ouvertement la branche S de l'ISI de promouvoir les activités des organisations terroristes en Asie du Sud et en Asie centrale.

Dubai et les pays du Sud-Est asiatique servent également à cette fin. L'ISI affirme par ailleurs sa présence à Sri Lanka et aux Maldives, profitant de la radicalisation de certains milieux musulmans. Grâce à de nouvelles recrues à Sri Lanka, il programmerait des attentats dans le sud de l'Inde.

À l'étranger, l'ISI surveille tout naturellement les éléments qui lui sont hostiles, c'est-à-dire en tout premier lieu les services de renseignement indiens et les nationalistes baloutches. Il ne se contente pas de missions défensives mais mène des offensives, par exemple en aidant les Cachemiris indiens souhaitant le rattachement de leur région contestée au Pakistan. L'arrestation en 2016, puis la condamnation aux États-Unis d'un Américain d'origine pakistanaise soutenant cette cause, illustrent les efforts déployés par l'ISI.

La coopération dans le domaine scientifique avec les pays occidentaux a permis à certains experts pakistanais d'avoir accès à des informations confidentielles. On peut supposer qu'ils agissaient pour leur propre compte à des fins de notoriété ou/et financières ou bien qu'ils opéraient dans le cadre de l'ISI. Le cas le plus célèbre est celui du physicien nucléaire Abdul Qadeer Khan qui avait réussi à subtiliser des données secrètes alors qu'il travaillait dans un centre de recherche néerlandais dans les années 1980.

Les activités de l'ISI ne se limitent pas à la recherche et à l'exploitation du renseignement à l'extérieur des frontières. Le service s'intéresse aussi à la situation intérieure du pays. Cette activité a commencé à l'époque d'Ayub Khan.

Une cellule spécialisée sur les problèmes internes avait été créée par Zulfikar Ali Bhutto et développée par ses successeurs, surtout par Zia-ul-Haq. Elle n'a jamais figuré sur les organigrammes. Sa suppression a été annoncée à plusieurs reprises mais il semble qu'elle continue de fonctionner. Tous les gouvernements, civils et militaires, ont utilisé l'ISI pour tenter de neutraliser leurs adversaires politiques.

Mais c'est en définitive l'armée de terre qui décide des actions à mener. L'une de ces interventions anciennes a refait surface en 2012 ; connue sous l'appellation de « Mehrangate », elle concerne le financement par l'ISI - sur l'ordre du chef d'état-major de l'armée de terre de l'époque - de certaines formations politiques pendant la campagne électorale de 1990. L'ISI a contribué à mettre sur pied la *Pakistan Muslim League* (Qaid-i-Azam) au profit du général Musharraf.

UNE COORDINATION DU RENSEIGNEMENT ASSURÉE PAR L'ISI

Les cinq services de renseignement, *Intelligence Bureau*, *Inter-Services Intelligence*, *Directorate of Military Intelligence*, *Directorate of Air Intelligence* et *Directorate of Naval Intelligence* agissent de manière indépendante et leurs activités se chevauchent parfois. Plusieurs réformes du renseignement ont été proposées.

Le président du *Joint Chiefs of Staff Committee*, un embryon d'état-major interarmées, n'exerce aucune responsabilité en matière de renseignement. Le recueil et l'exploitation du renseignement militaire sont du ressort de chaque armée, terre, air et mer, qui dispose chacune d'un service spécialisé. Celui de l'armée de terre, le **Directorate of Military Intelligence** (DMI) est le plus important ; il actionne des cellules sur l'ensemble du territoire pakistanais, les *Field Intelligence Units* (FIU). Le **Directorate of Naval Intelligence** (DNI) et le **Directorate of Air Intelligence** (DAI) complètent le système de renseignement militaire.

La **Criminal Investigation Agency** (CIA), rattachée au ministère de l'Intérieur, s'occupe comme son nom l'indique d'affaires criminelles. Elle a des implantations territoriales.

La **Federal Investigation Agency** (FIA), également rattachée au ministère de l'Intérieur, exerce des responsabilités diverses, y compris le cas échéant en matière de lutte antiterroriste. Ses activités permettent de la comparer au Federal Bureau of Investigation (FBI) américain.

Le ministère du Contrôle des narcotiques possède une **Anti Narcotics Force** (ANF) dont le chef est un général de division, détaché de l'armée de terre.

Le Pakistan dispose par ailleurs de quelques satellites d'observation mis au point par la **Space and Upper Atmosphere Research Commission** (SUPARCO) et placés en orbite par la Chine. Une station Spot existe également à Islamabad.

Elles incluent toutes la création d'un organisme coordinateur, un *Joint Intelligence Committee*. Celui-ci n'a jamais vu le jour à cause de la réticence des différents services de partager l'information. Dans les faits, c'est l'ISI qui assure la coordination des activités de renseignement, tout particulièrement celles qui concernent les pays étrangers.

La lutte contre le terrorisme est centralisée au niveau d'un organisme créé en 2009, la **National Counter Terrorism Authority** (NACTA), placée sous la direction d'un inspecteur général de la police. En théorie, toutes les informations relatives au terrorisme doivent être transmises au **Directorate of Internal Security** (DIS) établi en 2014 au sein de la NACTA.

En fait, les renseignements obtenus sur les mouvements terroristes restent cloisonnés et ne font pas l'objet de véritables synthèses, les divers services de renseignement étant jaloux de leurs prérogatives.

Les écoutes téléphoniques effectuées par les divers services de renseignement sont en principe encadrées par des textes législatifs mais ceux-ci ne sont pas appliqués. Elles se pratiquent donc communément. Les arrestations sont parfois arbitraires. Les tortures ne sont pas rares pour obtenir des renseignements. Des morts suspectes ont été constatées.

TENTATIVE D'ENCADREMENT DES ACTIVITÉS DE L'ISI

Jusqu'à une époque récente, l'ISI agissait en toute liberté. Aucun contrôle parlementaire de ses activités ni de celles des autres services de renseignement n'a jamais été exercé.

Plusieurs partis politiques se montrent partisans d'un encadrement des activités des services de renseignement comme le préconise le rapport de la commission Saleem Shahzad remis au gouvernement le 10 janvier 2012 ; il reprend certaines des conclusions émises bien avant, en 1989, par la commission Zulfikar Ali Khan. Cette commission réclame le vote d'une loi excluant toute possibilité pour l'IB et l'ISI d'imposer une censure de la presse et de s'ingérer dans les affaires politiques. Des commissions sur le renseignement pourraient être créées dans les deux assemblées fédérales.

Des législateurs demandent de limiter à un mois la détention provisoire des présumés militants terroristes, comme la constitution de 1973 le prévoyait avant l'amendement de 1975 qui avait porté la limite à trois mois.

Pour la première fois, l'exécutif réclame des comptes à l'ISI, timidement il est vrai. Le pouvoir judiciaire, en l'occurrence la Cour suprême, se montre plus audacieux en exigeant la présentation des personnes disparues, pour la plupart des agents subversifs de la mouvance islamiste ou des mouvements indépendantistes baloutches.

La Cour suprême demande des explications sur la disparition des personnes non retrouvées. Elle exige des justifications précises que l'ISI et le DMI ont parfois du mal à fournir, se contentant de dire que les personnes arrêtées recevaient des fonds de l'étranger et présentaient un danger pour l'État.

Bien souvent, les personnes disparues sont mortes dans des conditions non élucidées. Les organisations non gouvernementales jouent également un rôle pour renforcer la transparence et dénoncer les violations des droits de l'homme. Fait nouveau, la presse s'enhardit parfois à critiquer l'armée et les services de renseignement. Il arrive même qu'elle dénonce sans détour leurs pratiques extra-judiciaires illégales.

Mais ces campagnes audacieuses restent éphémères.

En fait, il n'est pas certain que les choses changent. Des allusions ont été faites sur le rôle présumé de l'ISI dans le parainage d'un parti politique, le *Pakistan Tehrik-i-Insaf* (Mouvement pakistanais pour la justice) et d'un conglomérat de formations islamistes extrémistes, le *Difaa-i-Pakistan Council* (Conseil de défense du Pakistan).

COOPÉRATION INTERNATIONALE

L'ISI a entretenu d'excellentes relations avec la CIA à l'époque de l'URSS. C'est d'une base située à la périphérie de Peshawar que décollaient les avions de reconnaissance U 2 pour survoler le territoire soviétique. L'un de ces appareils fut abattu au-dessus de l'Oural le 1^{er} mai 1960. Pendant l'occupation de l'Afghanistan par les troupes soviétiques de 1979 à 1989 les deux services de renseignement ont étroitement collaboré.

Actuellement les relations demeurent mais sont plus distendues bien qu'une certaine coopération se poursuit dans la lutte contre quelques mouvements islamistes.

Selon toute vraisemblance, de nos jours l'ISI entretient des liens étroits avec son homologue chinois. Les intérêts communs ne manquent pas, notamment la lutte contre le terrorisme islamique et la surveillance de l'Inde. Les Chinois cherchent aussi certainement à mieux connaître les systèmes d'armes d'origine américaine dont disposent les forces armées pakistanaises.

Des informations leur sont-elles données ? Dans quelles mesures sont-elles classifiées ?

Aucune réponse ne peut être donnée à ces questions.

3. LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ET DE SÉCURITÉ DES AUTRES PAYS D'ASIE DU SUD

Les services de renseignement des cinq autres pays d'Asie du Sud (Bangladesh, Népal, Bhoutan, Sri Lanka et Maldives) sont peu connus. En tout état de cause, ils ne disposent pas d'importants moyens et se montrent incapables de surveiller efficacement les intenses activités menées par l'Inde, le Pakistan, la Chine et les États-Unis.

Au BANGLADESH, le service de renseignement le plus important est le **Directorate General of Forces Intelligence** (DGFI). Placé sous l'autorité du Premier ministre, il comprend des militaires et des civils et opère à l'étranger. Le **Directorate General of National Security Intelligence** (DGNSI) est composé uniquement de policiers mais son chef a été dans le passé un général détaché de l'armée de terre. Il est chargé du renseignement intérieur. Les trois armées, terre, air et mer, disposent chacune d'un service de renseignement.

La **Special Security Force** (SSF) et des services de renseignement de la police complètent la communauté du renseignement. Un comité national coordonne les activités de ces divers services. Des doutes ont été exprimés sur le professionnalisme des membres de la communauté du renseignement et des critiques formulées à l'égard d'ingérences politiques ayant nui au fonctionnement normal des instances démocratiques. Des attentats n'ont pu être évités, notamment en 2004 et 2005 et en 2016. Récemment, des efforts ont été faits, parfois avec succès, pour démanteler des réseaux islamistes radicaux et déjouer des actes terroristes.

Au NÉPAL, le **National Investigation Department** a pour mission de mener la lutte contre le terrorisme. Les services de renseignement militaires apportent des compléments d'information.

À SRI LANKA, le **State Intelligence Service**, placé sous l'autorité du ministre de la Défense, a compétence pour la recherche du renseignement à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. L'une de ses missions essentielles est la surveillance des mouvements autonomistes et indépendantistes de la communauté tamoule du nord et de l'est de l'île. Les services de renseignement militaires lui apportent leur aide.

Bien que ne faisant pas partie stricto sensu de l'Asie du Sud, l'AFGHANISTAN est membre de la *South Asian Association for Regional Cooperation* (SAARC). Du fait de son instabilité, de la présence et de l'ingérence de nombreux pays étrangers, les services de renseignement ont été développés mais en réalité les Américains les contrôlent. Le **National Directorate of Security** (NDS) a succédé au *Khadamat-e-Aetla'at-e-Dawiati* (KHAD), célèbre sous l'occupation soviétique de 1979 à 1989. Il est chargé de la recherche et de l'exploitation du renseignement à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Le **Research and Analysis Milli Afghan** (RAMA) concentre ses activités contre le Pakistan. Les forces armées possèdent également leurs services de renseignement mais ils sont peu professionnels.

CONCLUSION

Les services de renseignement indien et pakistanais sont particulièrement actifs, non seulement en Asie du Sud et sur ses marches mais dans le reste du monde. Dans la lutte contre le terrorisme, ils ont parfois fait preuve d'inefficacité.

Les autorités ont manqué d'informations fiables dans les périodes précédant les conflits armés internationaux et pendant les conflits. Le bilan des services de renseignement dans les domaines économiques et scientifiques est plus difficile à établir. Des lacunes subsistent en ce qui concerne les structures et les personnels et rien n'indique une amélioration à court terme.

Le terrorisme d'inspiration islamiste qui sévit en Asie du Sud, tout particulièrement au Pakistan et en Afghanistan mais aussi en Inde et au Bangladesh, préoccupe les puissances occidentales ainsi que la Russie et la Chine.

De ce fait, les services de renseignement européens et américains recherchent des contacts étroits avec leurs homologues sud-asiatiques. L'activisme de la Chine dans la région leur donne une raison supplémentaire de renforcer les liens déjà existants.

Livres

- Dhar M. K., *Open secrets : India's intelligence unveiled*, Manas publications, New Delhi, 2005.
- Joshi Manoj, *The unending quest to reform India's national security system*, S. Rajaratnam school of international studies, mars 2014.
- Khan Rashid Ahmad, Saleem Muhammad (éditeurs), *RAW : global and regional ambitions*, Islamabad Policy Research Institute, Asia Printers, Islamabad, 2005.
- Kiessling Hein G., *Histoire des services secrets pakistanais : l'ISI de 1948 à nos jours*, éditions Nouveau Monde, novembre 2016.
- Kiessling Hein G., *ISI und R&AW - Die Geheimdienste Pakistans und Indiens Konkurrierende Atommächte, ihre Politik und der internationale Terrorismus*, 2011, Verlag Dr Köster, Berlin.
- Mac Donald Myra, *Defeat is an orphan : how Pakistan lost the Great South Asian War*, Penguin Random House, India, 2017.
- Nair K. Sankaran, *Inside IB and RAW : the rolling stone that gathered moss*, Manas publications, New Delhi, 2007.
- Raman B., *The kaoboy of R&AW : down memory lane*, Lancer, 2007.
- Singh V. K., major-general rtd, *India's external intelligence : secrets of Research and Analysis Wing (RAW)*, Manas publications, New Delhi, 2007.

Articles

- Bhattacharya Sanchita, « ISI : twisted shadows », *South Asia Intelligence Review*, Institute for conflict management, New Delhi, 22 octobre 2012.
- Grare Frédéric, *The challenges of civilian control over intelligence agencies in Pakistan*, Carnegie Endowment for International Peace, 18 décembre 2015 (<http://carnegieendowment.org/2015/12/18/challenges-of-civilian-control-over-intelligence-agencies-in-pakistan/inad>)
- Herbert Fabien, « *Les services secrets pakistanais : un État dans l'État ?* », *Les yeux du monde*, 4 mai 2017.
- Kaura Vinay, « *Too many spies spoil the intelligence broth* », dans *Livemint*, 17 mai 2017.
- Saint-Mézard Isabelle, « *Le rôle trouble des services de renseignement* », dans *Questions internationales* n° 66, mars-avril 2014.

Reuves

- *Terrorism Monitor*, The Jamestown Foundation (<https://jamestown.org/programs/tm/>).



Centre Français de Recherche sur le Renseignement

Centre Français de Recherche
sur le Renseignement (CF2R)

21 boulevard Haussmann
75009 Paris
FRANCE

Courriel : info@cf2r.org

Tel. 33 (1) 53 43 92 44

Fax 33 (1) 53 43 92 00

www.cf2r.org

